

ce à agir de façon plus sensée et à être plus sensible aux besoins des habitants du Canada atlantique. S'il ne le fait pas, cela lui coûtera cher, car les Canadiens de cette région ont une très bonne mémoire.

M. Hockin: Monsieur le Président, le député sait-il que le gouvernement fédéral a dépensé plus de 1 milliard de dollars par l'intermédiaire de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et qu'il y aura bientôt de nouveaux accords de collaboration? Sait-il que, depuis 1984, le gouvernement fédéral a dépensé 540 millions de dollars au Cap-Breton seulement? Sait-il que le chômage dans les provinces atlantiques a diminué énormément depuis 1984, soit depuis l'accession au pouvoir du gouvernement conservateur? Sait-il que le chômage a baissé dans chacune des provinces atlantiques depuis que nous sommes au pouvoir, ce qui n'était pas le cas sous le gouvernement précédent?

Est-il au courant de tous ces faits importants qui montrent l'engagement du gouvernement fédéral à l'égard du Canada atlantique et l'aide qu'il lui a apportée à partir du premier mois de son mandat?

M. Dionne: Monsieur le Président, voilà ce qu'on appelle voir la vie en rose, ou plutôt, en bleu.

Permettez-moi de dire au ministre ce que je me rappelle. Je me rappelle la trahison à la base des Forces canadiennes de Chatham et le déplacement des services de la solde. Je me rappelle la trahison d'une foule de promesses qui avaient été faites au Canada atlantique. Je vois ce qui arrive maintenant à la base de Summerside, une autre trahison.

Je pourrais en citer une kyrielle, monsieur le Président. On pourrait également parler des ateliers du CN, si vous voulez. On pourrait parler du refus de ce gouvernement de conclure, avec les provinces atlantiques, un accord de partage des coûts pour assurer le maintien de leur infrastructure.

M. Hopkins: Ce n'est pas nouveau.

M. Dionne: Non, ce n'est pas nouveau, mais le gouvernement avait été éloigné du pouvoir si longtemps que nous avions oublié jusqu'à quel point il pouvait être désastreux.

M. Milliken: Monsieur le Président, le député de Miramichi a fait un excellent discours et je l'en félicite. Lorsqu'il a préparé ce discours, a-t-il consulté ses électeurs et les électeurs du Canada atlantique qui s'intéressent à cette question? Je me demande s'il a consulté les

Initiatives ministérielles

agriculteurs de la région et s'il leur a demandé leur opinion au sujet de ce projet de loi?

M. Dionne: Monsieur le Président, je ne sais pas s'il est plus juste de dire que les agriculteurs de la région sont furieux ou désespérés. C'est l'un ou l'autre.

Je peux dire au député que les agriculteurs en ont plus qu'assez de la manière dont le gouvernement dirige ses affaires dans l'intention évidente. . .

Une voix: Et pas seulement les agriculteurs.

M. Dionne: . . . de tromper la population, comme on l'a vu pendant la campagne. Sachant qu'ils ont été trompés, ils n'ont plus confiance dans le gouvernement.

M. Simmons: Monsieur le Président, je pensais que mon collègue de Miramichi avait répondu à la question concernant l'APECA avant même que le ministre ait pris la parole. Bien qu'il n'ait pas fait exprès, j'en suis sûr, le ministre vient de tromper la Chambre. L'APECA a été d'abord financée pour une période de cinq ans. Ensuite ces gens ont eu l'idée d'étendre la période de cinq ans sur sept ans après que la moitié de l'argent avait été dépensé.

Si le ministre participe à ce débat d'une façon quelconque, il doit au moins dire la vérité à la Chambre. Je suis sûr que mon ami de Miramichi serait d'accord avec moi là-dessus, s'il en avait le temps. Nous pourrions peut-être, avec la permission de la Chambre, lui permettre de parler de la question de l'APECA parce que je ne voudrais pas qu'il laisse dans le compte rendu cette affirmation méchante que le ministre du Tourisme a faite à ce sujet.

En somme, selon les conservateurs, une coupe est une amélioration pour les gens. Je voudrais bien voir le ministre et son gouvernement à la place des gens qui essaient de survivre, grâce aux subventions de l'agence alors qu'il y a moins d'argent disponible parce que le magot doit servir pendant une période plus longue. Je suis sûr que mon collègue serait d'accord là-dessus.

M. Dionne: Certainement. Je voudrais dire aussi que les Canadiens de l'Atlantique, et surtout ceux de ma circonscription, sont très déçus du gouvernement du Canada et du développement régional.

• (1840)

Comme mon collègue l'a dit, le gouvernement a étendu l'argent sur plus d'années qu'il ne l'avait promis et il a dévasté le développement économique régional. En fait, la plupart des gens que je connais sont très méfiants, maintenant que beaucoup de subventions de l'agence sont données sous forme de faveurs politiques plutôt qu'après une évaluation sérieuse des projets. Il y aurait beaucoup à dire à ce sujet et sur la façon dont certaines